

## CONTRIBUTION DE SOLIDARITE PROFESSIONNELLE DE L'INDUSTRIE VAUDOISE DE LA CONSTRUCTION (CSP IVC)

### FONDS DE PREVENTION SANTE ET SECURITE POUR LES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE VAUDOISE DE LA CONSTRUCTION

---

#### Règlement d'application des prestations

(Annexe du règlement du Fonds de prévention santé et sécurité  
pour les travailleurs de l'industrie vaudoise de la construction)

#### 1. Conditions d'octroi

- 1.1 Les prestations prévues selon le règlement du fonds de prévention santé et sécurité pour les travailleurs de l'IVC sont octroyées en fonction du type de cours (voir au verso).
- 1.2 **Cours de type A** : les cours de type A (voir au recto) donnent droit à une perte de gain ; celle-ci est octroyée uniquement aux personnes soumises à la CCT et travaillant dans des entreprises assurant le prélèvement de la contribution de solidarité professionnelle. Ces personnes doivent avoir cotisé au minimum 3 mois à titre personnel à la CSP-IVC dans l'année qui précède la demande de prestations et ce sans interruption. Les apprentis d'exploitation sont également concernés par cette mesure, pour autant que la formation en question ne soit pas d'ores et déjà prévue au plan de formation de la branche.
- 1.3 **Cours de type B** : les cours de type B (voir au recto) donnent droit à une perte de gain. Celle-ci est octroyée aux collaborateurs (personnel d'exploitation, personnel administratif, cadres) d'une entreprise respectivement de sa succursale du moment que l'entité considérée (entreprise ou succursale) avec laquelle les collaborateurs ont un contrat, contribue à la Contribution patronale à la relève (CPR) depuis au moins 3 mois. Les apprentis d'exploitation sont également concernés par cette mesure, pour autant que la formation en question ne soit pas d'ores et déjà prévue au plan de formation de la branche.
- 1.4 Certaines formations (cours de type A et de type B) mentionnent explicitement un prix différencié pour la finance d'inscription au cours. Dans ce cas, le montant le plus bas de la finance d'inscription est réservé exclusivement aux collaborateurs (personnel d'exploitation, personnel administratif, cadres) d'une entreprise respectivement de sa succursale du moment que l'entité considérée (entreprise ou succursale) avec laquelle les collaborateurs ont un contrat, contribue à la Contribution patronale à la relève (CPR).
- 1.5 Un **taux de présence de 80%** aux cours est exigé pour les cours d'une durée de plus d'un jour et un **taux de présence de 100%** au cours est exigé pour les cours d'une durée d'un jour ou moins pour obtenir la perte de gain.

#### 2. Informations relatives aux prestations

- 2.1 Pour être prises en considération, les demandes de perte de gains doivent être présentées au plus tard dans un **délai de 3 mois au terme de chaque formation**.
- 2.2 Sauf cas particulier, les indemnités journalières relatives à la perte de salaire ne sont pas versées directement à la personne en formation, mais par l'entremise de son employeur. Ce dernier a l'obligation de déclarer ces indemnités comme salaire soumis aux assurances sociales.
- 2.3 La Commission de gestion du fonds fixe les montants des prestations. Les pertes de salaire sont calculées sur la base de :
  - Pour les collaborateurs :
    - CHF 150.00 par jour en semaine
    - CHF 75.00 pour une demi-journée en semaine
    - CHF 40.- le samedi ou pour un cours en soirée (hors horaires de chantier)

- Pour les apprentis :
  - CHF 40.00 par jours en semaine
  - CHF 20.00 pour une demi-journée en semaine
  - CHF 10.00 le samedi ou pour un cours en soirée (hors horaires de chantier)
- 24 En principe, les candidats en échec à un examen n'ont plus droit aux prestations de la CSP-IVC pour la répétition d'un même cours ou du même examen. La Commission de gestion se réserve le droit, sur présentation d'un dossier du requérant, d'entrer ou non en matière pour une nouvelle aide financière.
- 2.5 Seuls les jours de cours en présentiel sont indemnisés par le Fonds Santé et Sécurité. Le temps consacré au e-learning n'est pas considéré comme une formation en présentiel.
- 2.6 La Commission de gestion du fonds peut modifier en tout temps le montant des prestations. Toutefois, les personnes en cours de formation ne subiront aucune modification des prestations convenues au début de la formation et ce jusqu'à son terme.

La Commission de gestion paritaire

# Fonds de prévention santé et sécurité pour les travailleurs de l'IS IVC

## Tableau des prestations

### PERTES DE SALAIRE

Une indemnité de perte de salaire est allouée pour les cours suivants :

#### Cours de type A

- Les cours de type A (permis) sont proposés sur le site Internet <https://www.fve-formation.ch/?formations=permis>. La perte de salaire est accordée selon 1.2 et 2.3. Finance de cours, voir 1.4.

#### Cours de type B

- Les cours de type B (formations sécurité) sont proposés sur le site Internet <https://www.fve-formation.ch/?formations=securite>. La perte de salaire est accordée selon 1.3 et 2.3. Finance de cours, voir 1.4.

#### Cours de formation spécifiques à la santé et à la sécurité proposés par des organismes autres que le Service formation continue de la Fédération vaudoise des entrepreneurs

- Une demande d'aide financière pour une formation peut être soumise à la commission de gestion par une personne ou par une entreprise. La demande doit être soumise à l'approbation de la commission de gestion du fonds au moins 15 jours avant le début du cours. La commission de gestion décide de son plein droit et sa décision n'est pas sujette à un recours. En plus des prestations mentionnées sous 2.3, une participation financière jusqu'à 30 % du montant de la finance de cours peut être allouée.
- Si le cours suivi est donné par la FVE, en principe aucune aide ne sera accordée pour un cours suivi chez un autre prestataire.
  - Seule exception : si la formation doit être suivie dans un délai donné pour une raison précise et que le Service formation continue n'est pas en mesure de former le/s participant/s dans ce délai. Une preuve écrite (mail du Service formation continue) devra alors être transmise lors de la demande préalable (voir point ci-dessus).
- Les journées de stages ne peuvent pas faire l'objet d'une demande de participation financière, idem pour les formations à distance (e-learning).
- Les examens de machinistes organisés sur le chantier de l'employeur ne peuvent pas faire l'objet d'une demande de participation financière.
- Les formations organisées par l'employeur lui-même (élingages, travail en hauteur, etc.), sans intervention d'un organisme externe agréé, ne peuvent pas faire l'objet d'une demande de participation financière.
- Les formations de machinistes/permis suivies dans un autre canton, bien qu'organisée par la FVE, ne peuvent pas faire l'objet d'une demande de participation financière.
- Les refus sont notifiés par écrit (mail) et ne peuvent pas faire l'objet d'un recours.